

Bilan de la COP 28

mercredi 13 décembre 2023, par [Yveline Nicolas](#)

Le texte final de la COP28 mentionne une perspective de sortie des énergies fossiles, mais sans engagements. La trajectoire actuelle conduit la planète vers 3° de plus d'ici la fin du 21ème siècle.

Plusieurs rapports font le bilan des engagements ou alertent sur l'accélération de la crise écologique (la planète s'est déjà réchauffée de plus de 1,2 °C depuis l'ère préindustrielle) tandis que les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent de croître. Or elles devraient être réduites de 43% d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2019, pour espérer limiter le réchauffement à 1,5°C.

Sommaire de cet article

- [Bilan de la COP28](#)
- [Actualités de la COP28](#)
- [Les enjeux de la COP28](#)
- [Action des organisations de la société civile pour la COP28](#)
- [Egalité femmes-hommes et droits humains à la COP28](#)
- [Documentation et liens COP28](#)
- [Nouveaux rapports 2023 sur la situation climatique et écologique](#)

Bilan de la COP28

La 28ème conférence des 197 Etats parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est prolongée dans la nuit du 12 décembre et le matin du 13, a abouti à un texte d'accord appelant à "*transitionner hors des énergies fossiles*".

Adopté à l'unanimité, le document final "Bilan mondial" prévoit « une transition hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, organisée et équitable, en accélérant l'action climatique dans cette décennie critique, de manière à atteindre la neutralité d'ici à 2050 » (« transitioning away » ou "s'éloigner de" dans la formulation française) (art. 28-d). [1]

- [Texte adopté \("Outcome of the first Global Outstake"\), 13 décembre 2023 \(en anglais\)](#)

C'est la première fois que les énergies fossiles figurent dans un accord issu d'une COP Climat, aussi surprenant que cela puisse paraître... Il aura donc fallu près de 30 ans pour parvenir à inscrire officiellement la cause même du dérèglement climatique. [2]. L'ONU et beaucoup de parties-prenantes saluent "le début de la fin" de l'ère des énergies fossiles. Mais cette décision est non-contraignante ni assortie d'un calendrier.

Le texte final reprend l'objectif de triplement des énergies renouvelables au niveau mondial et de doublement du rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 (*cf. ci-dessous*). Mais là aussi sans objectifs chiffrés et avec des formulations laissant la possibilité que le gaz puisse être considéré comme "énergie de transition" ou sur la capture et stockage du carbone (CSC), technologie qui n'est ni au point ni rentable, ainsi que la mention de l'énergie nucléaire (28-e). [3]

Dès le 30 novembre, avait été adopté le texte préparé en amont sur la mise en oeuvre du "Fonds sur les pertes et dommages" pour les pays pauvres les plus impactés par le dérèglement climatique (alors qu'ils sont le moins responsables de ce dérèglement). C'est le prélude à d'interminables négociations entre pays riches et pays pauvres sur les modalités de ce fonds, qui dans un premier temps sera sous l'égide de la Banque mondiale, au grand dam de pays du Sud. La COP n'a débouché que sur 700 millions

d'engagements pour abonder le fonds, alors que les dommages induits par les catastrophes climatiques pourraient dépasser 580 milliards par an...

Le cadre en matière d'adaptation a également été adopté, dans une version très faible. D'une manière générale la question du financement pour l'adaptation et pour la transition écologique a été renvoyée à la prochaine COP.

Les pays devront envoyer d'ici début 2025, leurs "contributions nationales déterminées" réactualisés, avec leurs actions d'atténuation des émissions de GES, d'adaptation au changement climatique, assortis de financements.

La prochaine COP aura lieu en Azerbaïdjan du 11 au 22 novembre 2024, autre pays dont l'économie dépend presque entièrement du pétrole et du gaz. La COP30 de 2025 est déjà programmée au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025. Lors de cette COP30 l'ensemble des Contributions nationales déterminées (politiques climatiques) des Etats devra être présenté.

De nombreuses organisations de la société civile déplorent l'absence de réflexion sur une rupture par rapport au modèle de croissance économique, de consumérisme et de développement industriel non soutenable qui est à l'origine de la crise écologique et climatique. A Dubaï et pour la majeure partie des responsables politiques, ce sont toujours les solutions technologiques ou les marchés du carbone qui prévalent, dans le cadre d'un paradigme de croissance et de libre-échange.

Actualités de la COP28

La 28ème conférence des 197 Etats parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ou COP28 s'est tenue à Dubaï aux Emirats-Arabes-Unis, du 30 novembre ([retransmission cérémonie d'ouverture](#)) au 12 décembre, avec une prolongation jusqu'au 13.

Un des enjeux majeurs et épineux de la COP28 était cette discussion sur la sortie des énergies fossiles, responsables de 90% des émissions de gaz à effet de serre... Le projet d'accord initial mis en discussion mentionnait la "réduction" voire la "sortie" (progressive) des énergies fossiles ("fossil fuel phase-out" [4]), mais il n'a pas trouvé d'accord. La dernière version de compromis du 11/12 avait suscité de fortes opposition : il ne mentionnait plus que "*la réduction à la fois de la consommation et de la production des énergies fossiles d'une manière juste, ordonnée et équitable, de façon à atteindre zéro net (neutralité carbone) d'ici, avant ou autour de 2050, comme préconisé par la science*".

D'après des observateurs, il s'agissait d'une des plus grandes COP climat avec au moins 85 000 participant-es inscrits, dont la moitié dispose d'un badge pour les négociations ("zone bleue"), ce qui fait des salles de négociation bien pleines.

En arrière-plan une polémique s'est développée suite à des [informations divulguées par la presse](#), sur le fait que les Emirats-Arabes-Unis, pays dont l'empreinte carbone par habitant est la plus élevée au monde, 5ème producteur mondial de pétrole (et le président de la COP28 qui possède la principale compagnie pétrolière nationale) veulent profiter de l'occasion pour négocier des contrats pétrole et gaz avec une quinzaine de pays. Dans les faits, on note d'ailleurs une multiplication des projets de forage et d'exploitation de la part des multinationales du pétrole et du gaz.

Comme toujours de nombreuses annonces et initiatives de "coalitions" de pays ou d'organisations internationales ont été lancées dans les premiers jours de la COP : sur l'agriculture (cf. ci-dessous), les énergies renouvelables (appel par 120 pays de leur triplement d'ici 2030 [5]), la neutralité carbone, la "décarbonation du pétrole et du gaz" (charte de décarbonation du pétrole et du gaz", portée par les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite et signée par les grosses compagnies de l'industrie du pétrole et du gaz), lancement d'une Commission de transition du charbon par la Coalition pour accélérer la sortie du charbon (portée par la France, le Canada, l'Union européenne, les États-Unis), Déclaration sur le climat et la santé signée par 123 pays, etc.

Lors de la journée Genre à la COP28 du 4 décembre, a été signé par plus de 60 pays un "Partenariat pour soutenir l'autonomisation économique des femmes et assurer une transition juste tenant compte du genre". ([COP28 Gender-Responsive Just Transitions and Climate Action Partnership](#))

Les questions agricoles, jusqu'ici été négligées alors qu'elles sont cruciales en terme de gaz à effet de serre (un tiers des émissions mondiales) et d'adaptation aux dérèglements climatique, sont enfin au devant de la scène. Préparée de longue date, a été adoptée le 1er octobre une "[Déclaration des Émirats arabes unis sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique](#)", signée par 134 pays, dont les pays de l'Union européenne, les Etats-Unis, la Chine, qui s'engagent désormais à inclure l'agriculture et l'alimentation dans leurs plans climat d'ici à 2025.

Pour la première fois, une journée était consacrée aux enjeux "climat et santé". 143 pays ont signé une [Déclaration sur le climat et la santé](#). [Télécharger pdf \(en anglais\)](#)

Dès le 30 novembre, a été adopté le texte préparé en amont sur la mise en oeuvre du Fonds sur les pertes et dommages pour les pays pauvres les plus impactés par le dérèglement climatique (alors qu'ils en sont les moins responsables). Un compromis intervenu lors de négociations a placé ce fonds sous l'égide de la Banque mondiale. D'interminables négociations démarrent entre pays riches et pays pauvres sur les modalités de ce fonds.

A ces annonces répondent des plaidoyers d'organisations de la société civile (telles que la Coalition pour la COP28 qui rassemble les associations et mouvements notamment présents sur place) pour la justice climatique, l'annulation de la dette des pays pauvres, contre le "greenwashing", les "fausses solutions climat" : compensation carbone, technologies de capture et stockage du carbone (technologies coûteuses et marginales au regard de l'urgence), agriculture, OGM et plantations intensives, inclusion de la biomasse pour atteindre les objectifs d'accroissement des énergies "renouvelable", nucléaire [6], etc. L'invasion des lobbyistes des énergies fossiles est très remarquée, ([battant tous les records à cette COP, avec au moins 2450 représentants accrédités](#)). La traditionnelle marche pour le climat, organisée entre les deux semaines des COP, soit samedi 9 décembre s'est tenue à l'intérieur de la zone de l'ONU (accessibles aux seules personnes accréditées), toute manifestation étant interdite aux Emirats-Arabes-Unis.

Après de laborieuses discussions thématiques menées par les différents "organes subsidiaires" de la Convention climat (Programme de travail sur le relèvement du niveau d'ambition en matière d'atténuation ([draft de résolution du Bilan mondial au 13/12](#)), Objectif mondial pour l'adaptation ([GGA, draft au 13/12](#)), transition juste ([draft au 13/12](#)), transparence, pertes et préjudices, mise au point et transferts de technologies, financement de l'action climatique, considérations sociales, etc.), la COP28 est entrée en deuxième semaine dans des discussions ministérielles, aucun sujet décisif n'ayant pu être tranché. La présidence de la COP a notamment demandé aux Etats de communiquer leurs propositions de compromis concernant les énergies fossiles, les renouvelables et l'efficacité énergétique.

Il a été acté lundi 11 décembre que la prochaine COP en 2024 (qui doit se tenir dans un pays du groupe "Europe de l'Est") aurait lieu en Azerbaïdjan, autre pays dont l'économie dépend presque entièrement du pétrole et du gaz. La COP30 de 2025 est déjà programmée au Brésil.

Au même moment, [l'observatoire européen Copernicus](#) informe que l'année 2023 sera la plus chaude jamais enregistrée : + 1,46° (par rapport aux températures moyennes de la période 1850-1900).

- Site de la COP 28 Dubaï : <https://www.cop28.com/>
- [Textes en négociation sur le site de la Convention climat](#)
- [Communiqué de presse de ONU Climat le 13 décembre](#)

Ci-dessous, des informations sur les enjeux de la COP 28, son programme, la mobilisation et les positions des organisations des sociétés civiles notamment les associations de femmes et féministes, ainsi qu'une présentation de rapports scientifiques récemment parus sur la crise écologique et climatique.

Les enjeux de la COP28

La COP28, présidée par le sultan Ahmed al-Jaber, qui possède le géant pétrolier de Dubaï (Abu Dhabi National Oil ADNOC) (et est également président de Masdar, société d'énergies renouvelables), fait le bilan des engagements des Etats dans l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de l'objectif de [l'Accord de Paris](#) de limiter le réchauffement global à 2° et si possible 1,5°. Ces dernières années, le réchauffement a été en moyenne de 1,2 °C.

Les journées thématiques à la COP28

- 30 novembre : ouverture
- 1er décembre : Sommet mondial pour l'action climatique
- 2/12 : Sommet mondial pour l'action climatique
- 3/12 : Santé, aide, paix
- 4/12 : Finances, commerce, égalité de genre et redevabilité
- 5/12 : Energie et industrie, transition juste, peuples autochtones
- 6/12 : Action multi-acteurs, urbanisation, transport
- 8/12 : Jeunes, enfants, éducation, formation
- 9/12 : Nature, terres, océans
- 10/12 : Alimentation, agriculture, eau
- 11/12 : Négociations finales
- [Programme](#)

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a fait paraître le 8 septembre 2023 un Bilan mondial de l'action climatique ("Global Stocktake" ou GST) ([télécharger en anglais](#)) faisant le point sur les mesures prises par les Etats depuis l'accord de Paris sur le climat de 2015. L'Accord de Paris prévoit un processus de bilan mondial par les Etats tous les cinq ans, en vue de "rehausser leurs ambitions", réorienter leurs actions si elles sont insuffisantes. [Un Sommet pour l'ambition climatique](#) a été organisé le 20 septembre au siège de l'ONU. C'est la première fois qu'un rapport officiel de l'ONU indique qu'il faut arrêter tout nouveau projet d'extraction de tous les combustibles fossiles - bien qu'une ambiguïté demeure sur le cas des extractions qui seraient couplées avec des procédés de capture de carbone et qu'il ne soit pas demandé d'arrêter progressivement les exploitations déjà en cours.

Le rapport "Global Stocktake" insiste également sur l'importance de la coopération internationale, de l'articulation entre tous les acteurs, d'une réponse selon les besoins des pays et plus largement d'une vision globale de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui ne peut pas se réduire à des programmes ou des politiques sectorielles cloisonnées, y compris le développement des énergies renouvelables, qui doivent s'inscrire dans un cadre plus global de changements des modes de production et de consommation.

Mais, à l'exception notamment des Émirats Arabes Unis et du Brésil, la plupart des États qui devaient présenter cette année leurs "contributions nationales déterminées" (plans nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou "NDC", à présenter tous les cinq ans et actualisables en permanence), afin de rattraper leur retard par rapport aux engagements de l'Accord de Paris, ne l'ont pas fait. La CCNUCC a fait paraître un rapport de synthèse des "NDC" basé sur le bilan de 2022. Dans l'hypothèse où ces plans de réduction des émissions de GES seraient effectivement appliqués, la trajectoire de réchauffement à la fin du 21ème siècle pourrait atteindre au mieux 2,1° au pire 2,8°.

Au centre de la COP28, en plus de la discussion sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux impacts présents et futurs, les flux financiers et les investissements, l'enjeu majeur sera l'avancée de la mise en place du fonds dédié aux « pertes et dommages » obtenu à l'arrachée l'année dernière à la COP27 en Egypte, par les pays les plus défavorisés. L'objectif est le transfert de fonds vers les pays les plus touchés par les pertes irréversibles (qui n'ont pas pu être prévenues par des mesures d'atténuation et d'adaptation) causés par le réchauffement climatique aux personnes, aux biens, aux activités économiques et non économiques, aux écosystèmes etc. Le changement climatique est dû

historiquement aux modes de production, de consommation et de commercialisation de masse à partir de la révolution industrielle dans les pays occidentaux, modèle de développement non soutenable qui s'est progressivement étendu à toute la planète, tout en générant de fortes inégalités entre pays et à l'intérieur des pays.

Le fonds « pertes et dommages » (ou "pertes et préjudices"), notion poussée depuis des décennies notamment par les petits Etats insulaires, porte sur les mécanismes d'assurance et d'indemnisation face aux effets déjà en cours du changement climatique (recul du trait côtier, salinisation, disparition de terres agricoles, destruction de maisons et d'habitat, déplacements de populations, etc.). Le fonds fait l'objet de négociations préparatoires houleuses au sein du Comité de transition sur les pertes et dommages de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Des pays riches veulent qu'il soit placé sous l'égide de la Banque mondiale (dont ils sont membres), les pays pauvres et les organisations de la société civile refusent d'accorder un tel pouvoir décisionnel à cette institution. Le nombre de pays vulnérables concernés ainsi que les pays devant abonder le fonds sont aussi en discussion, tout comme le statut des dons ou prêts, risquant d'aggraver la dette. Suite à un compromis intervenu le 5 novembre, le fonds sera bien à la Banque mondiale, à titre provisoire durant quatre ans. Il n'y a pas de recommandations claires sur l'obligation pour les pays riches d'adhérer à ce fonds ou sur son modèle de capitalisation financière et l'accès au fonds. Les pays défavorisés restent échaudés par l'incapacité des pays développés à tenir leur précédente promesse prise à la COP de Copenhague en 2009 et non tenue de 100 milliards de dollars d'aide annuelle d'ici 2020.

Les thèmes transversaux mis en avant pour la COP sont : finances ; technologie et innovation. Deux autres thèmes sont transversaux : inclusion et "frontline communities" (groupes sociaux en première ligne).

Un focus particulier est proposé sur le niveau territorial : un [Sommet local d'action climat des villes et des gouvernements locaux](#) a été organisé les 1 et 2 décembre, sous l'égide notamment de [Bloomberg Philanthropies](#), fondation de l'ancien maire de New-York (et milliardaire) Michael Bloomberg. Les villes contribuent à plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

De nombreuses voix se sont élevées contre le choix de Dubaï et des organisations de la société civile boycotteront la COP. Outre les atteintes aux droits humains, qui posent de gros problèmes potentiels de sécurité et de liberté d'expression aux organisations de la société civile qui seront présentes à la COP, les Emirats-Arabs-Unis sont le septième extracteur mondial de pétrole (et prévoient d'augmenter leur production) et le cinquième pays plus gros émetteur de CO2 du monde. Les dernières COP ont montré qu'elles étaient de plus en plus investies par des lobbyistes des énergies fossiles (600 lobbyistes à la COP 27 en Egypte) et des "fausses solutions" (compensation carbone, plantations industrielles d'arbres, marchandisation de la nature et des biens communs, etc.). D'une manière générale, les conflits d'intérêts se multiplient dans les enceintes internationales. L'Union européenne vient de nommer son nouveau commissaire européen à l'action pour le climat, poste stratégique, Wopke Hoekstra, ancien ministre conservateur des Finances puis des Affaires étrangères des Pays-Bas, mais aussi ex-salarié de Shell et McKinsey et défenseur des énergies fossiles. ([Lettre ouverte d'associations à ce sujet](#)).

Les États membres de l'Union européenne ont adopté le 16 octobre 2023 une position commune pour la COP28. L'UE s'engage à tripler la capacité mondiale en matière d'énergies renouvelables, à doubler les améliorations d'efficacité énergétique d'ici 2030, à avoir un système électrique entièrement ou principalement décarboné dans les années 2030. Elle ne prend pas de nouveaux engagements pour la réduction des émissions nettes de GES (l'objectif, dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe étant de -55% d'ici 2030 par rapport à 1990 et la neutralité carbone en 2050) ; des ambiguïtés subsistent sur la suppression des énergies fossiles et de leur subventions. [Texte de la déclaration](#)

Action des organisations de la société civile pour la COP28

De nombreux groupes de la société civile sont porteurs de plaidoyers et textes d'analyse, critiquant notamment les "fausses solutions climat", telles que la compensation carbone ou demandant l'annulation

des dettes des pays les plus pauvres.

- [Stop à la compensation carbone ! Mouvement mondial pour les Forêts tropicales](#)
- [Annuler la dette maintenant pour assurer la justice climatique, signé par 300 économistes, scientifiques et 300 organisations de la société civile du monde entier](#)
- [Déclaration et appel à l'action de la Coalition pour la COP28 \(en anglais\)](#)
- [Kick Big Polluters Out campagne alerte sur un record de la COP28](#) : plus de 2400 lobbyistes des énergies fossiles (soit "sept fois plus que de délégués officiels des communautés autochtones et plus que l'ensemble des délégués des dix pays les plus vulnérables au changement climatique)
- 180 associations de femmes et féministes de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ont publié un plaidoyer (cf. ci-dessous)

La Coalition pour la COP28 rassemble des organisations et des militant-es pour amplifier les actions collectives pour la justice climatique en vue et durant la COP28 (<https://cop28coalition.org/>). [Elle a publié une déclaration et appel à l'action](#). Une journée mondiale pour la justice climatique est prévue le 9 décembre 2023.

La Coalition pour la COP28 dispose d'un [espace de rencontres et débats](#) (Civil Society Climate Justice Hub (CSCJ Hub), dans la zone bleue de la COP.

Droits humains à la COP28, sécurité des organisations de la société civile, risques et protection légale. Une grande prudence est recommandée aux militant-es compte-tenu du contexte. Les manifestations sont interdites et les représentants des sociétés civiles étroitement surveillés. [Human Right Watch a indiqué dans un rapport paru le 30 novembre](#) que 300 000 caméra ainsi que des drones avaient été installées dans la ville.

- [COP 28 Legal Protection Center](#)
- COP 28 Guide to United Arab Emirates Law and Holistic Security at COP. [Télécharger \(en anglais\)](#)

Les droits humains étaient peu cités dans le rapport de l'ONU qui fait le bilan de l'action climat en vue de la COP (*présenté ci-dessus*). La question du genre y est mentionnée à plusieurs reprises [7]

En France le Collectif Scientifiques en rébellion a organisé dans plusieurs villes une série de "mini COP", dont une à Bordeaux à l'ouverture de la COP28.

- [Suivre à distance la Cop à Bordeaux du 30/11 au 3/12.](#)
- <https://scientistrebillion.org/>

Egalité femmes-hommes et droits humains à la COP28

Un "Gender Day" est organisé à chaque COP climat. Cette année il est inclus dans la journée thématique du 4/12 "Finances, commerce, égalité de genre et redevabilité". Les enjeux suivants sont mentionnés dans le programme : la "promotion d'une transition intégrant l'égalité de genre, en plaidant pour l'égalité des opportunités en matière de travail décent dans les secteurs impactés et les secteurs verts émergents, en s'appuyant sur des données ventilées par sexe et une finance sensible au genre". [8]

En amont a été organisée les 28 et 29 novembre une Conférence internationale sur le genre et l'environnement, débouchant sur un appel à l'action , d'environ 200 représentant-es de gouvernements, organisations internationales, organisations de la société civile et d'universités "Pour financer, promouvoir et accélérer la production de données sur le genre et l'environnement d'une manière éthique et transparente". "Counting on a sustainable future for all, through gender and environmental data" (Compter sur un avenir soutenable pour tous-tes, avec des données sur les liens entre genre et environnement). [Informations](#). [Télécharger \(en anglais\)](#)

Lors la journée Genre du 4/12 a été lancé un ["Partenariat pour soutenir l'autonomisation économique des femmes et assurer une transition juste tendant compte du genre"](#) signé par une soixantaine de 60 pays (dont la France). Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), "1,2 milliard d'emplois représentant

40% de la main-d'œuvre mondiale sont menacés par le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement. Les femmes devraient être les plus durement touchées en raison de leur forte représentation dans les secteurs particulièrement vulnérables au changement climatique".

[Un rapport est publié sur les progrès accomplis dans l'intégration d'une perspective de genre](#) dans équipes de négociation et dans les différents organes de la Convention Climat pour la période 2021-2022.

Les organisations de femmes et féministes sont représentées aux COP climat par le [Women Gender Constituency \(WGC\)](#) qui fait partie des 9 "constituencies" officielles (représentant des organisations de la société civile et autres acteurs). Etablie en 2009, la WGC rassemble actuellement près de 40 organisations de la société civile et membres agissant sur les questions de genre et environnement. Pour la première fois, la Women & Gender Constituency dispose à la COP28 d'un espace (pavillon) de rencontre et d'exposition dans la zone bleue (espace des négociations), [le programme](#)

Comme chaque année, une cérémonie de remise du Prix Solutions Genre et Climat (Gender Just Climate Solutions Awards (GJCSA)) a eu lieu (5 décembre (11h30, heure locale ; SE Room 1). Chaque lauréate reçoit 5000€ et des appuis de mentorat. Les prix sont classés en trois catégories : solutions techniques, solutions non techniques et solutions transformatrices.

- [Information sur le Prix Solutions Genre et Climat](#)

- [Résultats 2023 \(en anglais\)](#)

Les lauréates du Prix Solutions Genre et Climat à la COP28

- Solutions techniques : AzuKo et Nirapod Bangladesh Songstha, projet Construire pour la sécurité : les femmes contribuent à la construction de logements résistants au climat, au Bangladesh.
 - Solutions non techniques : Paran Women Group, projet Renforcer les connaissances et la résilience des femmes autochtones face aux effets du changement climatique, au Kenya.
 - Solutions transformatrices : Baithak et la Fondation DASTAK, projet Stratégie pour une réponse équitable au genre en cas de catastrophe climatique, au Pakistan.
- [Télécharger la brochure présentant tous les projets sélectionnés](#)

180 associations de femmes et féministes de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ont fait paraître un plaidoyer pour la COP28 et au-delà (cf. téléchargement ci-dessous). Il comporte 28 revendications classés en 6 domaines prioritaires, qui sont :

- **Engagement et ambition climatiques inclusifs.** L'inclusion et l'engagement significatifs des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées dans les processus de négociation, de prise de décision et d'élaboration des politiques au niveau national et dans le cadre de la CCNUCC.
- **Finance climat.** Une finance climat juste, fondée sur les droits, sensible à la dimension de genre, flexible, accessible et localisée.
- **Pays touchés par des conflits, Militarisation et consolidation de la paix.** Approche de l'action climatique sensible aux conflits et à l'égalité des sexes.
- **Adaptation au climat, résilience, réduction des risques de catastrophes et préparation aux risques de catastrophes (DRRP).** Investissements conséquents et priorité donnée aux approches locales et transformatrices en matière de genre pour l'adaptation au climat, la résilience et la préparation aux catastrophes (DRRP).
- **Éducation au climat, renforcement des capacités et transfert de connaissances.** Renforcement des capacités et transfert de connaissances : Investissement dans des systèmes éducatifs accessibles et de haute qualité, intégrant la transformation des rapports de genre et le changement climatique et l'environnement.
- **Économie verte, transition énergétique juste, élimination progressive des combustibles fossiles.** Transition juste, équitable et inclusive vers les énergies renouvelables avec l'élimination progressive des combustibles fossiles et l'investissement dans le développement d'une économie verte et circulaire fondée sur les droits socio-économiques et la justice.

Dans le cadre de la Contre Cop des Peuples Africains, qui s'était tenue en septembre 2023 à Lagos au

Nigéria, [l'Assemblée des femmes pour le climat a élaboré une Déclaration en vue de la COP28](#).

Ressources documentaires genre et climat COP 28

- Mobilisation internationale pour l'égalité femmes-hommes et climat [Women Gender Constituency](#)
- [Bilan de la COP vu par le Women Gender Constituency \(13 décembre\)](#)
- [Le plaidoyer des femmes et filles de la région MENA \(Moyen-Orient et Afrique du Nord\) pour la COP28 et au-delà ; Télécharger en anglais ; en arabe](#)
- [Retour sur les mobilisations féministes et prise en compte des femmes et du genre à la COP 27 de 2022](#)
- [Rubrique genre COP28 de la CCNUCC](#)
- [Journée genre à la COP28, 4 décembre](#)
- [Programme des événements genre à la COP28](#) - Rapport annuel sur la parité dans les instances de négociation climat. [Télécharger \(en français\)](#)

Documentation et liens COP28

- [Rubrique de la COP 28 de la Convention Climat ONU](#)
- [Processus et notifications aux participants](#)
- Site de la COP 28 Dubaï : <https://www.cop28.com/>
- [Zone "bleue" de la COP28 \(négociations et accréditations\).](#)
- [Zone "verte" de la COP28 \(société civile, secteurs privé et public, stands et conférences\).](#)
- [Programme](#)
- [Comité conseil de la COP 28](#)
- [Rapport de synthèse du premier bilan mondial des émissions de GES \(CCNUCC\) \(en anglais\) et pdf](#)
- [Rubrique des plans nationaux de réduction des émissions de GES \("NDC"\)](#)
- Coalition internationale des organisations de la société civile pour la COP28 <https://cop28coalition.org/> ; [Informations sur la COP28 par la Coalition COP28](#)
- Mobilisation internationale pour l'égalité femmes-hommes [Women Gender Constituency](#)
- [Article sur les mobilisations féministes et prise en compte des femmes et du genre à la COP 27 de 2022](#)

Nouveaux rapports 2023 sur la situation climatique et écologique

[En mars 2023, le rapport du GIEC](#), faisant la synthèse des données existantes et de ses précédents travaux, indiquait que le réchauffement du climat mondial dû aux activités humaines est un fait établi et que la décennie 2011-2020 a été la plus chaude depuis 125 000 ans. Le GIEC rappelle que la température de la surface de la planète a augmenté de 1,15 °C par rapport à la période pré-industrielle, que les 1,5 °C seront atteints au début des années 2030, à moins d'une diminution des émissions de l'ordre de 43% avant 2030, de 65% d'ici 2035 et de 100% d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 2019.

Début septembre 2023, l'Organisation météorologique internationale a indiqué que la planète a connu en 2023 les mois de juin à août les plus chauds jamais enregistrés (16,77 °C, soit 0,66 °C au-dessus des moyennes de la période 1991-2020).

Le 25 octobre, l'Université des Nations unies a publié son rapport "Interconnected Disaster Risks" pour 2023. Ce rapport étudie la situation des "menaces" et des "points de bascule" qui peuvent entraîner des aggravations de la crise écologiques et de brusques changements en chaîne. Parmi ces facteurs : extinction d'espèces animales et végétales, fonte des glaciers, diminution des réserves d'eaux souterraines, épisodes de chaleur insoutenable, mais aussi risque de ne plus pouvoir utiliser des satellites météo en raison de l'accumulation de déchets spatiaux ou impossibilité de systèmes d'assurance face à l'ampleur des risques.

- <https://interconnectedrisks.org/https://interconnectedrisks.org/>

Toujours au sujet de la proximité des "points de basculement" climatiques, un autre rapport,

endossé par 15 000 scientifiques, est publié le 24 octobre dans la revue BioScience. Ce rapport actualise la situation de 35 "signes vitaux", dont 20 sont devenus préoccupants, tels que l'utilisation des énergies fossiles et le niveau des émissions de GES, les vagues de chaleur y compris dans les océans, la déforestation, les surfaces en proie aux incendies, mais aussi la consommation excessive de viande par l'espèce humaine. Les scientifiques appellent à un changement de système économique, plus juste, qui devrait être centré sur la satisfaction des besoins essentiels et non sur la surconsommation notamment par les plus riches.

- [Synthèse \(en anglais\)](#)

En janvier 2023, l'étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab) pour 2022, indiquait que les 10 % les plus riches de la population mondiale émettent 48 % des émissions de GES, tandis que la moitié de la population la moins riche émet seulement 12% des émissions de GES. Les 1% les plus riches émettent 17% des GES. Les populations les plus pauvres et les moins émettrices sont les plus touchées par les conséquences de la crise climatique et écologique et ont le moins de moyens pour s'adapter. Le fossé existe entre pays mais aussi au sein d'un même pays ou sous-région. Par exemple, en Europe, les 10% les plus riches émettent plus de 29 tonnes de CO2 par an tandis que les 50% les plus pauvres émettent 5 tonnes. Une conclusion est d'instaurer des taxes sur les plus riches pour générer des recettes pour la lutte contre le réchauffement climatique. Selon le rapport, une taxe "1,5% pour les personnes gagnant plus de 100 millions de dollars par an pourrait générer 295 milliards par an".

- [Télécharger \(en anglais\)](#)

Le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) a publié le 2 novembre 2023 son rapport annuel "Adaptation Gap Report. Underfinanced, Underprepared, Inadequate investment and planning on climate adaptation leaves world exposed". Il pointe l'insuffisance drastique des financements pour l'adaptation au changement climatique par rapport à l'ampleur des besoins des régions et pays les plus touchés et vulnérables. Le besoin en financements pour l'adaptation est maintenant estimé entre 194 et 366 milliards de dollars par an, deux fois plus que les estimations antérieures. Mais selon le rapport, les flux multilatéraux et bilatéraux pour l'adaptation des pays en développement ont au contraire diminué de 15% en 2021 (21 milliards de dollars). Le rapport propose différentes pistes pour mobiliser des fonds.

- [Consulter le rapport PNUE \(en anglais\)](#)

- [Résumé exécutif, 12p. \(en anglais\)](#)

L'Observatoire Climate Chance a fait paraître son Bilan mondial de l'action climat pour 2023. Il note que les émissions mondiales de CO2 ont "atteint un nouveau record en 2022" et que la production d'électricité à base d'énergies fossiles ne diminue pas, même si la production par des énergies renouvelables augmente. La demande en transports continue à croître. La défohttp://www.adequations.org/ecrire/?exec=article_edit&id_article=2625#restation ralentit quelque peu (sauf en RDC ou au Brésil) mais "les puits de carbone s'effondrent". Les objectifs fixés dans les négociations sur la biodiversité n'ont pas été atteints. "La mobilisation de plus en plus fréquente du droit ou de la législation pour conférer des droits à la nature, aux écosystèmes ou aux animaux, gagne en popularité".

- [Consulter le Bilan mondial de l'action climat 2023](#)

- [Télécharger le rapport \(pdf, 28 p.\)](#)

L'Unicef a publié un rapport "Les enfants déracinés dans le contexte des changements climatiques" indiquant que un milliard d'enfants – soit près de la moitié des enfants dans le monde – sont exposés à un risque climatique « extrêmement élevé ». "Des millions d'enfants dans le monde sont en situation de déplacement, cette mobilité étant une conséquence à la fois des dégradations environnementales à évolution lente et des catastrophes soudaines". Par exemple, "les inondations uniquement liées au débordement des rivières pourraient provoquer 96 millions de déplacements d'enfants dans les 30 prochaines années, les vents cycloniques 10,3 millions et les submersions marines liées aux tempêtes 7,2 millions. Des chiffres qui n'incluent pas les évacuations préventives".

- [Télécharger le rapport \(pdf, 28 p.\)](#)

ONU Femmes a fait paraître une publication "Feminist climate justice : A framework for action".

Quatre dimensions interdépendantes et intersectionnelles sont énoncées (reconnaissance, redistribution, représentation et réparation). Le document examine également le système alimentaire mondial et fournit une analyse des principaux obstacles à la responsabilisation en matière d'action climatique sensible au genre.

- [Télécharger le rapport (anglais, 64 p.)

<https://www.unwomen.org/sites/default/files/2023-12/Feminist-climate-justice-A-framework-for-action-en.pdf>

Côté société civile, **Oxfam a publié un rapport "Egalité climatique, une planète pour les 99%"**, qui indique que les 1% les plus riches émettent plus de CO2 que les 66 % les plus pauvres de la planète (5 milliards de personnes). "Les 0,1 % les plus riches du monde (7 700 000 personnes) émettent plus de CO2 que 38 % de la population mondiale (2,9 milliards de personnes). Les 50% les plus pauvres de l'humanité sont responsables d'à peine 8% d'émissions mondiales. En France, une personne dans les 1% les plus riches émet autant de CO2 en un an qu'une personne parmi les 50% les plus pauvres en 10 ans".

- [Télécharger le résumé \(pdf\)](#)

P.-S.

- [Bilan de la COP27 de 2022 par Adéquations](#)

- [Contre Cop des peuples africains du 18 au 29 septembre 2023](#)

- [Assemblée des Femmes pour le climat à la Contre Cop africaine](#)

Notes

[1] Transitioning away from fossil fuels in energy systems, in a just, orderly and equitable manner, accelerating action in this critical decade, so as to achieve net zero by 2050 in keeping with the science

[2] La question du charbon et des subventions néfastes pour son exploitation avait été mentionnée à la COP26 de Glasgow

[3] Accelerating zero- and low-emission technologies, including, inter alia, renewables, nuclear, abatement and removal technologies such as carbon capture and utilization and storage, particularly in hard-to-abate sectors, and low-carbon hydrogen production

[4] [Télécharger \(en anglais\), version au 13/12](#)

[5] Soit passer de 3 400 GW (gigawatts) à 11 000 (GW) en 2030. Actuellement, l'énergie renouvelable provient à 37% de l'hydraulique, de 31% du solaire, de 6% des bioénergies (dont la combustion du bois) (Agence internationale pour les énergies renouvelables)

[6] face à la coalition menée par la France pour tripler les capacités nucléaires d'ici à 2050)

[7] Mention du genre dans le rapport de bilan de l'ONU : "La transformation vers un développement à faibles émissions entraînera des conséquences en termes de répartition, y compris de revenus et d'emplois. L'intégration de considérations plus larges dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques peut améliorer la capacité à traiter l'équité et l'égalité des sexes" (133), "Le processus de formulation et de mise en œuvre des PAN (Plans nationaux d'adaptation) est guidé par les principes suivants : assurer un processus continu, progressif et itératif qui n'est pas normatif ; faciliter une action appropriée par le pays et menée par lui ; suivre une approche sensible au genre, participative et transparente, en prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables ; et être fondé et guidé par les meilleures données scientifiques disponibles et les connaissances traditionnelles et autochtones" "Dans leurs PAN, les pays mettent également l'accent sur la prise en compte du genre et de la vulnérabilité des femmes aux impacts climatiques, ainsi que sur l'engagement significatif des peuples autochtones et des communautés locales et de leurs systèmes

de connaissances" (148).

[8] Promote a gender-just transition by advocating for equal opportunities for decent work in impacted and emerging green sectors, supported by gender-disaggregated data and gender-responsive finance